



Monsieur Paul Cardegna
Greffier du Comité
Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires
Chambre des communes
131, rue Queen, 6^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur,

Au nom de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC), nous avons le plaisir de vous faire part, par voie électronique, de la réponse du Ministère à la partie A de la demande relative à la motion pour la production de documents adoptée par le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, le 2 novembre 2020.

L'objectif principal de SPAC est de divulguer autant de renseignements que possible dans le cadre de la motion. Conformément aux instructions du Comité, le gouvernement du Canada a appliqué les expurgations requises en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Ces expurgations protègent les renseignements susceptibles de nuire à la position de négociation du Canada et à sa capacité à obtenir des fournitures dans le cadre de futurs marchés – alinéa 18b) Intérêts économiques du Canada.

Au début de la pandémie, SPAC, au nom de l'Agence de la santé publique du Canada et d'autres ministères et organismes fédéraux, a entrepris de se procurer d'urgence l'équipement de protection individuelle et d'autres biens et services nécessaires pour protéger les travailleurs de la santé de première ligne. À mesure que la situation a commencé à se stabiliser et que nous avons commencé à recevoir de plus en plus d'équipement de protection individuelle, SPAC a opté, dans la mesure du possible, pour des processus d'approvisionnement concurrentiels dont certains s'adressaient aux fournisseurs autochtones. Plus précisément, des possibilités d'approvisionnement ont été ouvertes aux entreprises autochtones pour la fourniture de masques jetables non médicaux, ce qui a entraîné la signature de contrats d'une valeur d'environ 3 millions de dollars avec 7 entreprises autochtones, pour un total de 15 millions de masques jetables non médicaux. L'un des contrats a été modifié pour exercer l'option d'achat de 20 millions de masques jetables non médicaux supplémentaires pour un montant supplémentaire de 2,94 millions de dollars. De plus, SPAC a attribué des contrats à deux entreprises autochtones qui

.../2

fourniront chacune 250 000 masques non chirurgicaux avec l'option d'acheter 2 millions de masques supplémentaires sur une période de deux ans.

Outre ces exemples, SPAC a attribué 28 contrats à 23 entreprises qui se sont identifiées comme étant une entreprise autochtone, d'une valeur totale de plus de 74 millions de dollars, pour de nombreux biens et services en réponse à la pandémie de COVID-19.

À l'heure actuelle, sauf en ce qui concerne les entreprises autochtones, SPAC ne recueille pas de données relatives aux entreprises appartenant à des groupes sous-représentés (minorités visibles, femmes et personnes en situation de handicap) qui ont conclu des contrats avec le Ministère dans le cadre de la réponse du gouvernement fédéral à la pandémie de COVID-19, comme il est énoncé dans la motion.

SPAC est en mesure de fournir un document lié à la Partie A, paragraphes (i) et (ii), de la demande sur les contrats attribués à des fournisseurs autochtones en réponse à la COVID-19. Les renseignements fournis proviennent d'une base de données ministérielle des contrats liés à la COVID-19. Le Ministère ne dispose pas de données pour les paragraphes (iii), (iv) et (v) en ce qui concerne les fournisseurs autochtones.

Des travaux sont en cours pour améliorer les fonds de données concernant les groupes sous-représentés. En 2019-2020, SPAC a entrepris pour la première fois un effort pour recueillir et analyser manuellement les données sur les soumissions à l'aide d'une approche du recensement afin d'obtenir des données sur la participation des entreprises appartenant à des Autochtones et à des femmes au processus d'approvisionnement. Les résultats ont montré que 11 pour cent et 16 pour cent des soumissions reçues provenaient d'entreprises du Canada qui appartenaient à des Autochtones et à des femmes, respectivement. Ces résultats serviront de données de référence par rapport auxquelles l'augmentation en pourcentage pourra être calculée et communiquée à compter du Rapport sur les résultats ministériels 2020-2021. L'effort manuel est une mesure temporaire qui sera appliquée jusqu'à la mise en œuvre complète de la solution d'achats électroniques.

L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2017, dirigée par Innovation, Sciences et Développement économique Canada et administrée par Statistique Canada, fournit des renseignements supplémentaires. Cette enquête a permis de recueillir des renseignements sur la propriété des petites et moyennes entreprises au Canada et comprend l'analyse d'un échantillon représentatif des achats de SPAC qui sont effectués pour le compte de ministères clients. L'[enquête](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/03087.html) de 2017 (<https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/03087.html>) a révélé que 6 pour cent des entreprises de cet échantillon étaient détenus majoritairement par des minorités visibles, comparativement à 12,2 pour cent pour l'ensemble de la population visée par l'évaluation.

Afin d'améliorer notre compréhension en ce qui concerne les entreprises avec lesquelles le gouvernement passe des marchés, SPAC terminera l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de données sur l'approvisionnement. Cela contribuera à renforcer la capacité du Ministère en matière de conception de programmes et d'établissement de rapports fondés sur des données probantes, notamment en appuyant les efforts visant à accroître la diversité des soumissionnaires dans le cadre des processus d'approvisionnement et des objectifs socio-économiques fédéraux. À l'avenir, SPAC publiera également d'autres ensembles de données grâce à sa participation continue à l'initiative concernant la Norme relative aux données sur la passation de marchés ouverts.

À mesure que nos travaux sur les données progressent, le gouvernement du Canada continue d'utiliser son pouvoir d'achat pour atteindre ses objectifs économiques, environnementaux et sociaux stratégiques. Plus spécifiquement, SPAC élabore des initiatives qui augmenteront la diversité des soumissionnaires dans le cadre des marchés publics. Par exemple, SPAC a entrepris un certain nombre de projets pilotes pour accroître la participation des fournisseurs sous-représentés aux processus d'approvisionnement fédéraux, par exemple l'arrangement en matière d'approvisionnement pour les services d'aide temporaire (SAT). Dans le cadre du processus de qualification aux fins des arrangements en matière d'approvisionnement pour les SAT, les fournisseurs ont pu s'identifier comme faisant partie d'un des groupes sous-représentés en utilisant un formulaire d'auto-attestation. Ces fournisseurs comprenaient des entreprises détenues ou dirigées à 51 pour cent par des groupes sous-représentés (femmes, personnes en situation de handicap et minorités visibles), ainsi que des Autochtones. Dans le cadre du nouvel arrangement en matière d'approvisionnement, chaque liste de fournisseurs générée par le système comprendra au moins 33 pour cent de fournisseurs issus de groupes sous-représentés et d'entreprises autochtones. Les résultats de ces projets pilotes sont en train d'être étudiés par le Ministère afin de trouver des moyens de diversifier davantage la base de fournisseurs fédéraux.

SPAC continue de travailler en partenariat avec Services aux Autochtones Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour élaborer une stratégie visant à atteindre l'objectif consistant à attribuer 5 pour cent des contrats fédéraux à des entreprises gérées et dirigées par des Autochtones.

Les efforts de diversification de l'approvisionnement de SPAC sont éclairés par des efforts de sensibilisation considérables. Le Ministère travaille avec des organisations partenaires de partout au Canada pour aider les entrepreneurs sous-représentés à comprendre le processus d'approvisionnement fédéral et à trouver des possibilités connexes. Ces organisations représentent entre autres des entrepreneurs qui sont des Autochtones, des femmes, des membres des minorités visibles, des jeunes ou des personnes LGBTQ2+ ainsi que les entrepreneurs en situation de handicap. Au cours des premier et deuxième trimestres de l'exercice 2020-2021, le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) a participé à 430 événements et aidé plus de 21 000 personnes provenant de groupes sous-représentés à comprendre le processus d'approvisionnement pour faire affaire avec le gouvernement du Canada. Ces efforts de sensibilisation ont compris 67 événements de mobilisation qui s'adressaient aux fournisseurs autochtones de partout au Canada et ont permis de joindre plus de 1 096 entrepreneurs autochtones. Le BPME a également conclu une entente avec le Conseil pour l'avancement des agents de développement autochtones (CAADA) et a travaillé en étroite collaboration avec celui-ci pour améliorer la compréhension des possibilités d'approvisionnement fédérales et mieux les faire connaître. Le BPME travaille également en étroite collaboration avec l'écosystème des femmes entrepreneurs autochtones, qui fait partie du Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat (PCFE) dirigé par l'Institut de la diversité de l'Université Ryerson. En réponse aux demandes de la communauté, SPAC s'adresse également en particulier aux entrepreneurs de race noire ou d'origine africaine.

En juillet 2020, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a organisé deux tables rondes avec des entreprises appartenant à des Noirs et auxquelles ont assisté 67 participants d'Operation Black Vote Canada, de la Black Business and Professional Association (BBPA), de la Mesure visant les gens d'affaires noirs et de la Coalition pour la promotion de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine des Nations Unies. L'objectif était de comprendre les problèmes auxquels sont confrontées couramment les entreprises appartenant à des Noirs. En août 2020, la ministre a également organisé une table ronde avec 12 chefs d'entreprise autochtones de partout au Canada pour discuter des obstacles à la participation au processus d'approvisionnement fédéral auxquels la communauté autochtone est confrontée.

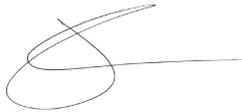
SPAC a également tenu des réunions avec son Comité consultatif des fournisseurs pour cerner les enjeux d'approvisionnement horizontaux auxquels sont confrontés les fournisseurs. À l'heure actuelle, le Comité est coprésidé par le président de la Chambre de commerce noire du Canada. Ce comité a été élargi récemment pour y inclure le BBPA, la Chambre de commerce gaie et lesbienne du Canada et le CAADA. Le Conseil canadien des fournisseurs autochtones et de minorités visibles, le Women Business Enterprises Canada, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, ainsi que plusieurs autres organisations y sont également représentés.

La nouvelle composition du Comité est conforme au désir de la ministre d'accroître la représentation des Autochtones et des milieux des affaires sous-représentés afin de

permettre à SPAC de mieux comprendre les enjeux qui les concernent. Elle aide également le Ministère à recueillir les commentaires de ces communautés afin de contribuer à améliorer l'approvisionnement fédéral et à atténuer les obstacles pour les groupes sous-représentés.

Nous espérons que le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires trouvera ces renseignements et les documents ci-joints utiles.

Sincères salutations,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a horizontal line extending to the right.

James Stott
Sous-ministre adjoint
Direction générale des politiques, de la planification et des communications
Services publics et Approvisionnement Canada

Pièces jointes